



**Conférence de haut niveau sur:**

**L'eau pour l'agriculture et l'énergie en Afrique: les défis du changement climatique**

**Syrte, Jamahiriya Arabe Libyenne, 15-17 décembre 2008**

## **Rapport National d'Investissement**

### **GUINÉE**

#### **RÉSUMÉ:**

La Guinée est située en Afrique de l'Ouest et s'étend sur une superficie totale de 245 857 km<sup>2</sup> pour une population estimée à près de 10 millions d'habitants. Environ 80% de cette population vit en milieu rural. Plus de la moitié de la population rurale vit en dessous du seuil de pauvreté et près d'un Guinéen sur quatre se trouve dans une situation d'extrême pauvreté en milieu rural. Selon les résultats de l'Enquête Intégrée de Base pour l'Évaluation de la Pauvreté (EIBEP 2002/2003), l'incidence de la pauvreté s'élève à 49,2% et celle de l'extrême pauvreté à 19,1%. L'inflation a été de 31,03% en 2005 contre 27,6% en 2004. Cette forte augmentation de l'inflation résulterait en grande partie de l'augmentation du prix des produits pétroliers, de la pénurie des denrées de première nécessité et de la forte détérioration du taux de change du franc guinéen par rapport aux principales devises. Cette situation a considérablement affecté le pouvoir d'achat des Guinéens en général et aggravé davantage celui des populations en dessous du seuil de pauvreté. Les prix des denrées de première nécessité comme le riz, ont quadruplé en l'espace de deux ans. En effet, pendant que les prix à la consommation ont augmenté de plus de 40%, le revenu national brut par habitant a baissé passant de 450 dollars EU en 2000 à 385,7 dollars EU en 2004.

L'agriculture est la principale occupation productive en Guinée puisqu'elle concerne 82% de la population active. C'est une agriculture de subsistance avec des systèmes de production de type familial et traditionnel. La superficie cultivable est estimée à 6 millions d'hectares soit environ 25 % du territoire national et 16 % seulement sont exploités annuellement cela en culture pluviale. Le potentiel des terres où un contrôle de l'eau est possible est évalué à 520 000 ha. Le potentiel en terres aménageables pour une maîtrise totale des eaux d'irrigation et ou de drainage est estimé à 364 000 ha. En 2003, seulement 95 000 ha soit 26% de ce potentiel a été irrigué.

La République de Guinée occupe la quasi totalité des bassins supérieurs des fleuves qui drainent de nombreux pays de l'Afrique de l'Ouest. Le réseau hydrographique comprend 1 165 cours d'eau inventoriés, regroupés en 23 bassins fluviaux dont 9 nationaux et 14 internationaux. Les ressources en eau de surface renouvelables sont estimées à 226 km<sup>3</sup>/an. Les ressources en eau souterraines sont évaluées à 72 km<sup>3</sup> dont 38 km<sup>3</sup> sont renouvelables en année de pluviométrie moyenne. La Guinée est dotée d'un important potentiel hydroélectrique estimé à 14,5 TWh par année. De ce total seulement 1% est exploité. La puissance installée est de 242 MW dont 57% d'origine hydro-électrique et 43% d'origine thermique. Environ 150 mini et micro centrales hydroélectriques existent dans le pays et cumulent une puissance installée globale de 14,24 MWh. Parmi les ouvrages majeurs, figurent celui des Grande Chutes (27 MWh) et le barrage de Garafiri (75 MWh).

En 2002, le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté a été élaboré. Il a pour objectif principal de réduire l'incidence de la pauvreté monétaire au niveau national et au niveau rural. L'une des stratégies définies dans la Lettre de Politique Agricole adoptée en 1991, concerne l'amélioration des infrastructures socio-économiques du monde rural et, notamment le réseau de pistes rurales, l'hydraulique villageoise, les aménagements hydro-agricoles, les infrastructures de stockages, de conservation et de commercialisation.

Une enveloppe financière de 1 035 250 000 dollars EU est prévue pour la réhabilitation et la réalisation d'aménagements hydro-agricoles, répartis comme suit :: 16 millions de dollars EU pour le court terme, 441 millions de dollars EU pour le moyen terme, 574,5 millions de dollars EU pour le long terme.

# 1. CONTEXTE

## 1.1 AGRICULTURE ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

### Agriculture

L'agriculture constitue le principal secteur d'activité économique en Guinée et occupe plus de 70% de la population. Elle participe à l'augmentation du revenu des paysans, à la création d'emplois supplémentaires dans les zones de projets (métiers de tâcheronnage, vanniers, etc.) et à la sécurisation et sédentarisation des paysans. Les principales productions agricoles sont constituées de céréales (riz, mil et maïs), de tubercules (pomme de terre), de fruits et légumes (agrumes, tomates, aubergines, piments, gombos, mangues, avocats).

La typologie des exploitations agricoles se traduit en deux systèmes. (i) le système de production organisé sur une base familiale et qui a pour finalité principale la pérennisation du groupe familial à travers une production de subsistance. Ce système de production familial fournit la majorité de la production agricole dans le cadre de modes de production traditionnels extensifs ; (ii) les systèmes de production commerciaux entièrement orientés vers le marché et le profit qui ont recours à des techniques de production intensives surtout en matière de production vivrière notamment le riz.

### Irrigation et contrôle de l'eau

La superficie cultivable est estimée à 6,4 millions d'hectares soit environ 25% du territoire national et 16% seulement sont exploités annuellement cela en culture pluviale. Le potentiel des terres où un contrôle de l'eau est possible est évalué à 520 000 ha, répartis de manière inégale dans le pays et concentrés principalement au niveau de la Guinée maritime et de la haute Guinée. Le potentiel en terres aménageables pour une maîtrise totale des eaux d'irrigation ou de drainage est estimé à 364 000 ha. Sur ce potentiel, seuls 52 778 ha ont fait l'objet d'aménagement avec maîtrise partielle de l'eau soit 14% et 28 500 ha soit 7% avec maîtrise totale de l'eau.

La faible maîtrise de l'eau sur ces terres constitue la contrainte majeure pour l'intensification agricole. Les visites de terrain sur les périmètres aménagés ont montré que la plupart des ouvrages nécessitent des travaux d'entretien et de réparation, en particulier en ce qui concerne les barrages de dérivation, les prises et les digues de protection, car en cas de rupture de ces ouvrages par contournement des eaux, l'exploitation agricole des plaines deviendrait alors impossible et la reconstruction des ouvrages nécessiterait la mise en place de volumes financiers importants, difficiles à mobiliser.

Le riz occupe la majorité de terres équipées pour l'irrigation. Les légumes irrigués viennent en seconde place, la pomme de terre occupe une surface mineure ainsi que les bananes. Les cultures industrielles telles que l'hévéa et le palmier à huile sont irriguées sur 2000ha.

### Sécurité alimentaire

Par rapport aux objectifs de sécurité alimentaire, les résultats restent mitigés. L'objectif de sécurité alimentaire n'a pas été atteint : le taux de malnutrition était de 34% (SMA) en 2000 puis de 44% en 2003 (enquête QUIBB). La proportion de la population souffrant de faim et de malnutrition a ainsi augmenté en Guinée. Selon cette enquête, la majorité des ménages (53,2%) estiment pouvoir s'alimenter suffisamment en quantité, 6,6 % en qualité. Cependant, près d'un tiers des ménages (33,6%) déclarent ne pas arriver à satisfaire leurs besoins nutritifs ni en qualité ni en quantité. Plus de 19% de la population vit en dessous du revenu qui permet de se procurer un apport calorique minimum. En milieu urbain, ce ratio est de 4,6% contre 25,3% en milieu rural.

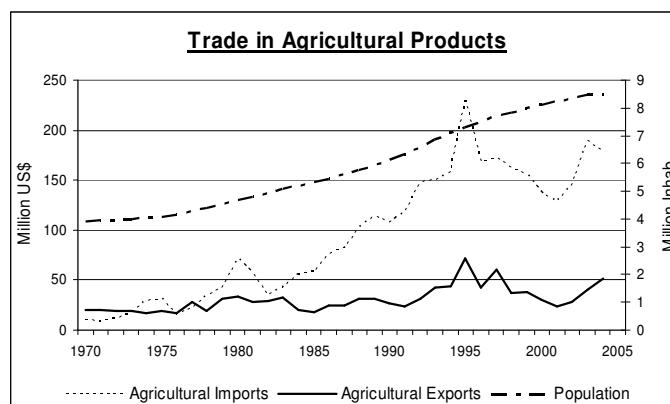
Il est à noter que la Guinée a été victime de la situation de conflits dans la sous région et a notamment été affectée par les guerres civiles du Sierra Léone et du Libéria.

### Balance commerciale agricole

La balance commerciale agricole est nettement déficitaire sur la période 1991 - 2005, comme l'indique le graphique ci-dessous. Les importations alimentaires, sans le poisson, ont fluctué en valeur de près 92 à 168 millions de dollars EU entre 1990 et 2005, tandis que les exports se situaient entre 15 et 22 millions de dollars EU.

La bataille de la sécurité alimentaire est essentiellement celle du riz qui représente 45% des calories d'origine végétale consommées. L'analyse du bilan alimentaire montre ainsi que la part du riz importé dans le disponible total est passée de 25% en 2000 à 40% en 2007. Les importations de riz sont passées de 150 000 tonnes en 2000 à environ 300 000 tonnes annuellement sur les 5 années suivantes.

Le déficit de la balance commerciale agricole se chiffrait en 2004 à plus de 125 millions de dollars EU.



## 1.2 RESSOURCES EN EAU ET HYDROÉLECTRICITÉ

La République de Guinée occupe la quasi totalité des bassins supérieurs des fleuves qui drainent de nombreux pays de l'Afrique de l'Ouest. Le réseau hydrographique comprend 1 165 cours d'eau inventoriés, regroupés en 23 bassins fluviaux dont 9 nationaux et 14 internationaux.

Le climat se compose de deux saisons. La saison des pluies varie de 5 à 8 mois suivant les régions, avec une pluviométrie allant de 1 200 mm dans le Nord-est et le Nord-Ouest à 4 000 mm environ à Conakry. Ces pluies représentent des quantités considérables d'eau, estimées annuellement à près de 400 milliards de m<sup>3</sup>. Les eaux souterraines sont estimées à 72 milliards de m<sup>3</sup> dont 38 milliards de m<sup>3</sup> sont renouvelables en année de pluviométrie moyenne. Environ 350 milliards de m<sup>3</sup> des eaux enregistrées par an se partagent entre le ruissellement, l'évaporation et l'infiltration.

La Guinée est dotée d'un important potentiel hydroélectrique estimé à 14,5 TWh par année. De ce total, seul 1% est exploité. La puissance installée totale du pays est de 242 MW dont 57% d'origine hydro-électrique et 43% d'origine thermique. Environ 150 mini et micro centrales hydroélectriques existent dans le pays qui cumulent une puissance installée globale de 14,24 MWh. Parmi les ouvrages majeurs, figurent celui des Grande Chutes (27 MWh) et le barrage de Garafiri (75 MWh). La Banque chinoise Eximbank a conclu récemment un mémorandum avec les autorités guinéennes pour la construction du barrage de Souapiti dont la capacité est estimée à 515 MWh pour un investissement de 1 milliard de dollars EU. Deux autres projets sont également à l'étude : Fomi sur le Niandan (90 MWh) et Tiopo sur le fleuve Kogon (120 MWh). Au total, il est prévu à court, moyen et long terme la construction de 18 centrales hydro-électriques, pour un coût d'investissement estimé à environ 5,2 milliards de dollars EU.

## 1.3 CHANGEMENT CLIMATIQUE

La République de Guinée fait face à des pressions exercées sur l'environnement et à des perturbations causées par la variabilité et les changements climatiques. Au nombre de celles-ci peuvent être signalées les inondations précoces et les perturbations du régime pluviométrique. Ceci entraîne le tarissement des cours d'eau, l'assèchement des sols, la destruction du couvert végétal, la baisse de la production, l'émergence de maladies d'origine hydrique. Le Plan d'Action National d'Adaptation aux Changements Climatiques de la République de Guinée (PANA) a pour objectif de faire connaître les mesures urgentes et immédiates à entreprendre pour permettre au pays de s'adapter aux effets néfastes des changements climatiques qui se manifestent par une diminution de la pluviométrie aggravée par une gestion des eaux insuffisantes.

## 2. STRATÉGIES NATIONALES POUR L'EAU, L'AGRICULTURE ET L'ÉNERGIE

## 2.1 CONTEXTE POLITIQUE

L'objectif principal de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté (SRP) est de réduire l'incidence de la pauvreté monétaire au niveau national et au niveau rural, respectivement, de 40,3% à 30% et de 52,5% à 38% entre 1995 et 2010. Pour y parvenir, la stratégie du Gouvernement s'appuie sur les trois axes prioritaires suivants : l'accélération de la croissance économique ; le développement des services de base et l'accès équitable à ces services ; l'amélioration de la gouvernance et le renforcement du cadre institutionnel et humain.

Au niveau du secteur agricole, le défi majeur à relever reste celui de transformer l'agriculture de subsistance en une agriculture moderne productive et compétitive sur le marché. C'est dans cette optique qu'a été définie une nouvelle vision de l'agriculture guinéenne, qui vise à (i) assurer la sécurité alimentaire, (ii) relancer les cultures d'exportation et, (iii) préserver la base productive.

En ce qui concerne l'irrigation, le Ministère de l'agriculture a décidé en 2007 d'accorder une place prioritaire aux 3 programmes suivants :

- Programme d'aménagement hydro agricoles avec maîtrise totale de l'eau sur 364 000 ha du potentiel irrigable. Ce programme prévoit: (i) la réalisation d'infrastructures d'exhaure d'eau à des fins d'irrigation des plaines ; (ii) la réalisation de nouvelles infrastructures appropriées pour la rétention des eaux de ruissellement ; (iii) la réalisation de prises au fil de l'eau et de puits améliorés ;(iv) la réhabilitation des barrages de dérivation des anciens aménagements et des ouvrages de protection des bassins versants ; (v) le renforcement des capacités des acteurs concernés par la gestion des infrastructures.
- Programme de réhabilitation des anciens aménagements d'une superficie de 70 028 ha dont : (i) 14 350 ha de réhabilitation de plaines de mangroves aménagées avant 1984, (ii) 36 500 ha d'arrière mangroves, dont 28 000 ha sont aménagés chaque année de manière traditionnelle par la population locale et 19 178 ha de bas-fonds équipés, dont 30% nécessitent une réhabilitation.
- Programme de construction d'infrastructures rurales à but agricole et agro-pastoral : (i) retenues collinaires, (ii) approfondissement et creusement des mares, (iii) ouvrages connexes pour l'irrigation et l'intensification de la mise en valeur, (iv) digues filtrantes.

En plus de ces programmes, le Ministère prévoit également l'élaboration d'un Schéma directeur d'aménagement des plaines qui sera un outil essentiel de prise de décision aussi bien technique qu'économique en vue d'aménager et de mettre en valeur le potentiel agricole. Ce schéma devra définir le cadre global dans lequel s'inscriront toutes les actions futures relatives au développement agricole.

L'ensemble de ces programmes vise à contribuer à la réduction de la pauvreté en milieu rural qui découle de la faible productivité agricole et est accentuée par la dégradation des ressources naturelles. A travers le développement de l'irrigation, il s'agit donc de promouvoir une dynamique d'émergence : accroissement de la valeur ajoutée agricole et des revenus selon une démarche de pérennisation du capital productif et de préservation des écosystèmes.

Tous ces nouveaux programmes constituent un changement de paradigme dans la conception de l'irrigation. En effet, jusqu'à présent, les aménagements qui avaient été développés en Guinée avaient tous privilégié la riziculture qui demeurait une priorité pour le Gouvernement. Les endiguements de gestion des terres de mangroves et toute la typologie développée par le Génie rural pour l'aménagement des bas-fonds et des plaines avaient principalement visé cette spéculation. Les schémas d'aménagement avaient de ce fait été calibrés par rapport à l'impératif rizicole, imposant aux paysans qui voulaient faire autre chose que le riz (pour une question de rentabilité financière et d'opportunité de marché) de s'adapter à la trame d'aménagement mise en place ce qui a posé beaucoup de problèmes dans nombre de cas.

Avec les programmes actuels, cette vision de l'irrigation devrait radicalement changer. Dorénavant, les aménagements devront favoriser la diversification agricole pour une valorisation optimale des investissements, notamment à travers les cultures maraîchères plus rentables que le riz.

Par ailleurs, La Guinée à travers le Ministère de l’Agriculture, en collaboration avec le Ministère de l’Energie et de l’Hydraulique, est engagée dans la mise en œuvre de 3 programmes sous-régionaux de gestion des bassins versants de trois principaux fleuves de la sous-région à savoir :

- Le Fleuve GAMBIE : le Programme de mise en valeur et de gestion des ressources naturelles (PNV GRN) de l’OMVG,
- Le Fleuve SENEGAL : le Projet de gestion intégrée des ressources en eau (PGIRE) de l’OMVS,
- Le Fleuve NIGER : le Projet de développement des ressources en eau et de gestion durable des écosystèmes de l’Autorité du bassin du fleuve Niger (ABN).

En ce qui concerne le secteur énergétique, tous les axes de la SRP considèrent l’accès à l’énergie comme un facteur déterminant pour la réalisation des objectifs de réduction de la pauvreté. En effet, l’accélération de la croissance passe par l’industrialisation de l’économie, la mécanisation de l’agriculture, le développement de petites unités de transformation et de conservation etc. De même, l’accès à l’énergie contribue sensiblement à l’amélioration du cadre et de la qualité de la vie des populations. Les orientations de la politique énergétique visent donc à accroître l’offre d’énergie électrique, en particulier hydro-électrique, pour réduire la dépendance excessive à l’égard des sources d’énergies traditionnelles et non renouvelables, et d’assurer la couverture globale de la demande énergétique du pays.

## 2.2 ENVELOPPE D’INVESTISSEMENT

Le montant total estimé des investissements s’élève à 1 071 064 388 dollars EU. Ce montant représente les besoins d’investissement estimés pour le pays en ce qui concerne les aménagements hydro-agricoles pour l’agriculture à court, moyen et long terme. Les investissements comprennent : contrôle de l’eau à petite et grande échelle, réhabilitation des périmètres et irrigation des grands périmètres agricoles.

Tableau récapitulatif du coût prévisionnel des aménagements hydro-agricoles :

Echelle de temps	Superficie (ha)	Coût moyen (\$EU/ha)	Coût total (\$EU)
Court terme (réhabilitations + Aménagement nouveaux périmètres)	10 000 41 000	1 600 5 740	16 000 000 235 340 000
Moyen terme (nouveaux périmètres)	50 000	5 740	287 000 000
Long terme (nouveaux périmètres)	84 000	5 892	494 928 000
<b>TOTAL</b>	<b>185 000</b>		<b>1 033 238 000</b>

## 2.3 PORTEFEUILLE DE PROJETS

La section 3 présente les projets récemment achevés, les projets en cours et les projets en attente de financement (projets en voie de financement ou idées de projets).

## PROJETS EN COURS OU EN PRÉPARATION

Titre du projet	Partenaire financier	Période	Budget total	Description
<b>I. PROJETS RÉCEMMENT ACHEVÉS</b>				
Projet de pêche artisanale et aquaculture	BAD	2000-2005	5 millions de UC <sup>1</sup>	
Projet d'appui aux petits exploitants en basse Guinée nord	FIDA, OPEP	1999-2004	25,5 millions de \$EU	Amélioration de la sécurité alimentaire et du revenu des exploitants
<b>II. PROJETS EN COURS</b>				
Projet Hydraulique villageoise en Haute Guinée	BAD	2002-2008	15 millions de UC	
Programme de développement local et de réhabilitation agricole du Fouta-Djalou	FIDA, OPEP	1998- 2008	18,2 millions de \$EU	Amélioration de la sécurité alimentaire, aménagement des parcelles situées dans les bas-fonds
Appui à la filière riz de basse Guinée	AFD	2007-2011	10 millions de \$EU	Développement de la riziculture de mangrove. Aménagement de 2 500 ha de rizières ; gestion de l'eau à la parcelle et conseil agricole aux producteurs sur 5 500 ha de riz. Appui aux organisations paysannes (Fédérations de OP de Basse Guinée) ; recherche d'accompagnement ; appui aux opérateurs de l'aval de la filière riz.
Projet Niger Hycos	AFD/FAE/BAD	2006-2009	5 millions de \$EU	Le Projet Niger Hycos mis en œuvre par l'ABN est une composante du Programme Mondial WHYCOS (Système Mondial d'Observation Hydrologique) avec comme objectifs l'établissement d'un réseau mondial de systèmes nationaux d'observations hydrologiques, le renforcement des capacités techniques et institutionnelles des services hydrologiques nationaux, la diffusion et l'utilisation d'informations relatives à la gestion des ressources en eau. Les services hydrologiques des neuf pays du bassin du Niger sont les principaux acteurs du projet Niger Hycos. Ils assurent l'entretien du réseau hydrométrique, l'exécution des jaugeages, la collecte et la mise en forme des données hydrologiques.
Projet Nerica Dissemination	BAD	2003-2010	3 millions de UC	
Projet d'appui au développement rural de la Basse Guinée Nord	FIDA	2005-2014	14,2 millions \$EU	Amélioration des revenus, sécurité alimentaire, conditions de vie des populations rurales
Projet de mise en valeur intégrée des ressources en eau et de développement des usages multiples du bassin du fleuve Sénégal	Banque Mondiale	2000 -2011	142,17 millions de \$EU	
Programme participatif de développement rural en Haute Guinée	FIDA	2001- 2011	19,8 millions \$EU	Renforcer les organisations paysannes et encourager l'initiative locale
Projet d'appui aux communautés villageoises – Phase II (PACV II)	FIDA, IDA, AFD, FEM, Gouvernement, Bénéficiaires	2007-2011	55 millions \$EU	Le projet poursuivra les objectifs suivants : (i) identifier les besoins prioritaires des populations rurales en matière d'infrastructures et de services, planifier leur mise en place et en assurer la gestion ; (ii) financer la construction, la réhabilitation et l'entretien des infrastructures

<sup>1</sup> 1 UC = 1,15561 €

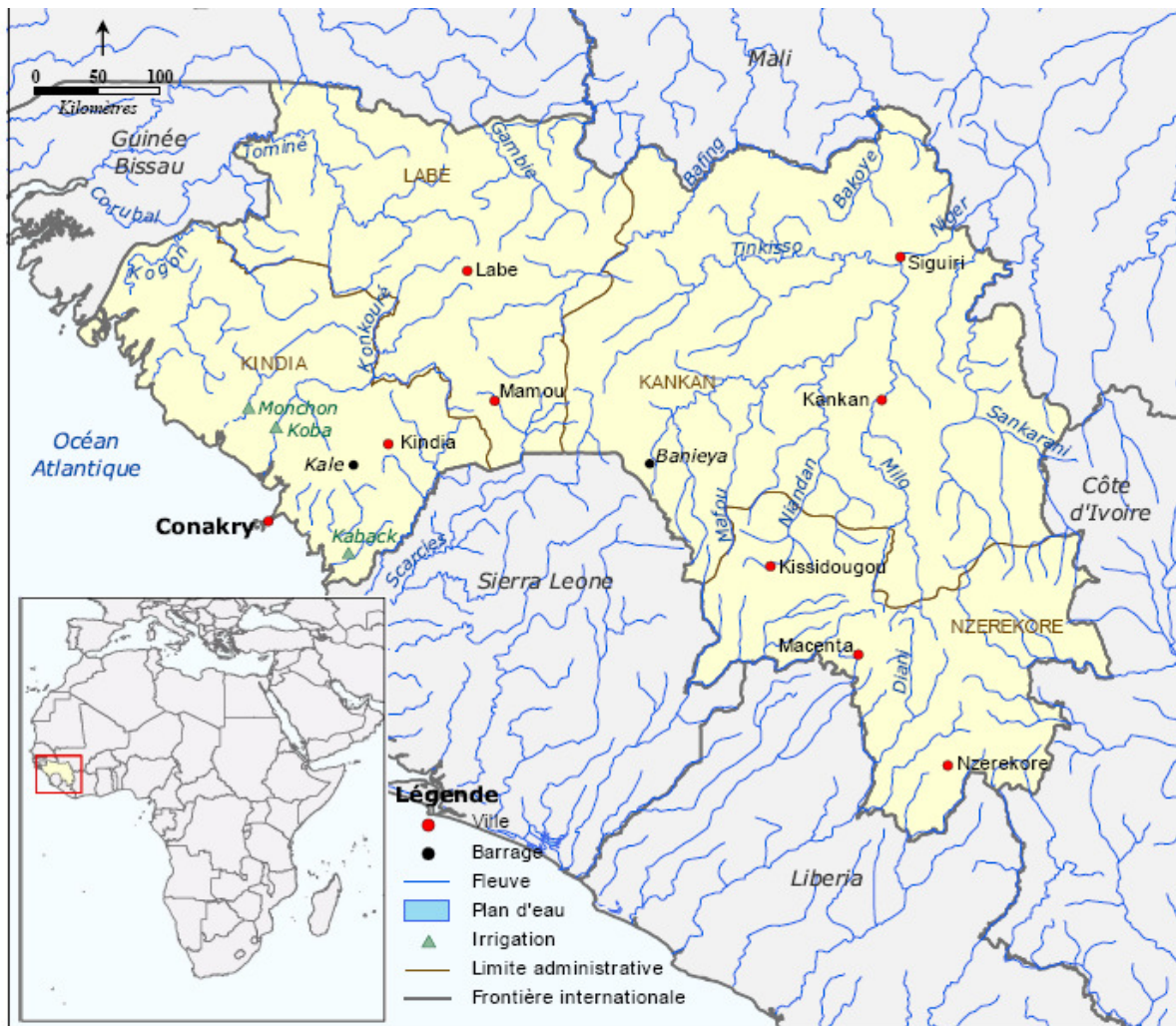
				communautaires de base ; (iii) superviser la mise en œuvre, le fonctionnement et l'entretien des infrastructures communautaires ; (iv) appuyer les efforts de développement et favoriser la bonne gouvernance
Projet de réalisation et mise en valeur d'aménagements hydro agricoles dans les préfectures de Tougué et Dabola – Adopté dans le cadre du Programme National pour la Sécurité Alimentaire	Spain	2007-2009	1,9 millions \$EU	Le projet finance, à la demande, des petits projets conduits sur des technologies améliorées et efficaces de maîtrise et de gestion de l'eau, d'intensification et de diversification des systèmes de production dans le but d'atteindre un développement durable, d'accroître les revenus des exploitants, spécialement des jeunes et des femmes et de limiter l'émigration de ces régions.
<b>III. PROJETS EN VOIE DE FINANCEMENT ET PROJETS EN PRÉPARATION</b>				
Programme de Construction d'Infrastructures Rurales à but agro-pastoral		2010-2014	37,8 millions \$EU	Résultats attendus: Pour les infrastructures de production il s'agira de: (i) La construction de 2 stations de pompage d'eau en Basse Guinée dans les plaines d'arrière mangrove et 2 autres en Haute Guinée dans les plaines fluviales; (ii) Aménagement de 25 stations de pompage d'eau souterraine pour des fins d'irrigation des petites plaines à vocation maraîchère; (iii) Construction de 33 retenues collinaires et 50 cordons anti érosifs sur les versants immédiats des bas - fonds; (iv) La réhabilitation de 30 barrages de dérivation et la protection des têtes de sources ; (v) La réalisation de 500 puits améliorés et la création de 1 000 points d'eau
Identification et exécution de projets de restauration des bassins de la Samou et du Konkouré		3 ans		Protection et la restauration par des projets de démonstration au niveau des deux bassins fluviaux du Konkouré et de la Samou.
Programme d'aménagement hydro-agricole des plaines et bas-Fonds de la Haute Guinée		2009 -2020	382,46 millions \$EU	Le programme d'aménagement hydro - agricole en Haute Guinée pour une durée d'exécution allant de 2009 à 2015, vise à assurer la sécurité alimentaire durable en procédant à l'aménagement hydro agricole de 15 000 ha de plaines et bas fonds. Résultats attendus : Maîtrise totale de l'eau (MTE), objectif double récolte/an, Superficie:15 000 ha, Rendement moyen: 4 tonnes/ha, Production: 15 000 x 4 x 2 = 120 000 tonnes. Maîtrise partielle de l'eau (MPE), objectif une récolte/an: Superficie: 4 500 ha, Rendement moyen: 4 tonnes/ha, Production: 4 500 x 4 = 18 000 tonnes.
Programme d'aménagement hydro-agricole des plaines et bas-Fonds de la Basse Guinée		2009 -2020	422,22 millions \$EU	Le programme d'aménagement hydro - agricole en Basse Guinée pour une durée d'exécution allant de 2009 à 2015, vise à assurer la sécurité alimentaire durable en procédant à l'aménagement hydro agricole de 15 000 ha de plaines et bas fonds. Pour un rendement moyen de 4 tonnes à l'hectare, la mise en œuvre de ce programme donnerait les résultats suivants: Maîtrise totale de l'eau (MTE), objectif double récolte/an, Superficie:15 000 ha, Rendement moyen: 4 tonnes/ha, Production: 15 000 x 4 x 2 = 120 000 tonnes. Maîtrise partielle de l'eau (MPE), objectif une récolte/an ; Superficie: 7 500 ha ; Rendement moyen: 4 tonnes/ha ; Production: 7 500 x 4 = 30 000 tonnes
Programme National d'Aménagement Hydro-Agricole des plaines et bas-Fonds en Moyenne Guinée		2009 -2020	123,66 millions \$EU	Le programme national d'aménagement hydro agricole en Moyenne Guinée vise à assurer la sécurité alimentaire durable en procédant à l'aménagement hydro agricole de 21 000 ha et la réhabilitation de 1 000 ha

				de plaines et bas fonds repartis dans cette région naturelle. Résultats attendus : Maîtrise totale de l'eau, Superficies aménagées : 1) A court terme : 1 000 ha de réhabilitation d'anciens périmètres et aménagement de 8 000 ha de nouveaux périmètres ; 2) A moyen terme : Aménagement de 3 000 ha de nouveaux périmètres ; 3) A long terme : Aménagement de 10 000 ha de nouveaux périmètres. Production de paddy : 4 T/ha x 22 000 ha = 88000 T. Cultures de contre - saison sur les périmètres avec maîtrise totale de l'eau.
Programme National d'Aménagement Hydro-Agricole des plaines et bas-Fonds en Guinée Forestière		2009 -2020	84,93 millions \$EU	Le programme national d'aménagement hydro agricole en Basse Guinée à court, moyen et long terme vise à assurer la sécurité alimentaire durable en procédant à l'aménagement hydro agricole de 14 000 ha et la réhabilitation de 2 000 ha de plaines et bas fonds repartis dans cette région naturelle. Résultats attendus : Maîtrise totale de l'eau : Superficies aménagées : 1) A court terme : 2 000 ha de réhabilitation d'anciens périmètres et aménagement de 3 000 ha de nouveaux périmètres ; 2) A moyen terme : Aménagement de 2 000 ha de nouveaux périmètres ; 3) A long terme : Aménagement de 9 000 ha de nouveaux périmètres. Production de paddy : 4 T/ha x 16 000 ha = 64 000 T. Cultures de contre - saison sur les périmètres avec maîtrise totale de l'eau.
Projet de Réhabilitation des Anciens Périmètres			16 millions \$EU	L'objectif du programme dans ces plaines est la réhabilitation de ces ouvrages et les rendre fonctionnel afin d'améliorer l'agriculture traditionnelle en augmentant la durée de submersion dans les casiers car la pratique de la riziculture pluviale dans cette zone est caractérisée d'une part par un faux départ de la saison pluvieuse, un retard de la saison pluvieuse (qui n'est véritablement établie qu'en juillet août), l'arrêt des pluies en pleine saison de croissance des cultures (ces interruptions dépassent parfois les dix jours consécutifs) et d'autre part par l'arrêt précoce des pluies intrusion des salées.
Aménagement hydroélectrique de Kaléta/Konkouré	OMVG	2009-	118,8 millions Euros	Le Site de Kaleta se trouve à environ 110 km au nord de Conakry sur le fleuve Konkouré, le barrage construit sera en BCR pour une puissance installée de 240 MW. L'énergie produite sera évacuée sur le réseau OMVG devant être construit pour alimenter en énergie électrique les Etats membres. Coût total 198 million Euro.
Information et éducation à l'eau et à l'environnement programme pilote pour l'enseignement de base		2010-2011	1 million \$EU	La mise en œuvre d'un programme pilote d'éducation formelle au niveau du primaire qui permettra au corps enseignant, aux élèves et aux populations rurales et urbaines de Kindia de se familiariser avec les principes et règles élémentaires de protection et de conservation de l'environnement en général, des ressources en eau d'assainissement d'hygiène en particulier ainsi que de développer la compréhension sur les liens étroits entre l'eau, la vie aquatique et l'Homme.
Aménagement hydroélectrique de Gozoguezia/Diani	Gulf Water E A	2012-2015	110 millions \$EU	L'objectif du projet est l'aménagement à buts multiples de Gozoguezia. Le Site du barrage est sur le fleuve Diani en Guinée Forestière et sa construction sera en matériaux locaux, avec une cote de retenue normale de 430 m, un débit d'équipement de 159 m <sup>3</sup> /S et une puissance installée de 48 MW une partie de la production sera injectée dans le réseau national et l'autre pour l'interconnexion (Zone A du WAPP).

Aménagement hydroélectrique de Fomi/Nandian	ABN	2015-2018	300 millions \$EU	Le barrage de Fomi est situé sur le fleuve Niandan, affluent rive droite du Niger. L'ouvrage sera en remblai de terre avec une cote de retenue normale de 390 m, une capacité totale du réservoir de 6100 hm <sup>3</sup> , un débit d'équipement de 660 m <sup>3</sup> /S et une puissance installée de 90 MW. Ce projet sera réalisé avec l'ABN et permettra de produire de l'électricité, irriguer les plaines et favoriser la gestion intégrée des eaux du Niger Supérieur.
Aménagement Hydroélectrique de Koukoutamba/Bafing	OMVS	2015-2019	440 millions \$EU	L'aménagement à buts multiples de Koukoutamba se fera sur le site localisé dans la vallée du fleuve Bafing en République de Guinée et sera à buts multiples avec la construction d'un barrage en remblai de terre, pour une cote de retenue normale de 546,5m, une capacité totale du réservoir de 3600 hm <sup>3</sup> et une puissance installée de 280 MW.
Aménagement hydroélectrique de Souapiti/Konkouré	Sino-hydro/ Rép.Pop.Chine	2012-2019	999 millions \$EU	Le site de l'aménagement hydroélectrique de Souapiti est situé sur le fleuve Konkouré Son aménagement permettra la construction d'un barrage en béton compact au rouleau (BCR) avec une cote de retenue normale de 230 m, une capacité totale du réservoir de 17300 hm <sup>3</sup> , un débit d'équipement de 545m <sup>3</sup> /S et une puissance installée de 515 MW, le réseau de transport 225 kv de l'OMVG offre des opportunités d'évacuation de l'énergie de Souapiti vers les pays de la sous région.
Renforcement du réseau hydrologique de la République de Guinée		3 ans	2,5 millions d'Euros	
Suivi quantitatif et qualitatif des eaux souterraines en Guinée		6 ans	5 millions d'Euros	L'objectif est d'acquérir une bonne connaissance des ressources en eaux souterraines du pays en vue d'assurer une gestion appropriée desdites ressources et une meilleure exploitation pour le développement socio-économique.
Aménagement hydroélectrique de Lokoua/N'Zéréloré		3 ans	40 millions \$EU	Le Site de l'aménagement est situé au Sud de la Guinée à N'Zérékoré et le barrage sera en matériaux locaux et la hauteur de chute moyenne sera de 25 m et la puissance installée 6 MW.
Aménagement hydroélectrique de Nongoa/Makona		3 ans	45 millions \$EU	Le Site de Nongoa est situé au sud de la Guinée à la frontière avec la Sierra-Léone et à une puissance installée de 8 MW. L'électricité produite pourrait servir à alimenter les localités de Guéckédou et de Kissidougou.
Aménagement hydroélectrique de Kogbedou/Milo		3 ans	67,6 millions \$EU	Le barrage se trouve sur le Milo qui est un affluent du fleuve Niger, le barrage sera en terre avec une puissance installée de 16,5 MW. L'Energie produite pourrait alimenter les sociétés minières et agro-industrielles de la région.
Aménagement hydroélectrique de Diaraguela		5 ans	225,7 millions \$EU	L'aménagement à buts multiples de Diaraguela se fera sur le Site de Diaraguela situé sur la rive droite du Niger, il permettra la construction d'un barrage en matériaux locaux, avec une cote de retenue de 395 m, la capacité du réservoir de 890 hm <sup>3</sup> , un débit d'équipement de 170 m <sup>3</sup> /S et une puissance installée de 72 MW. Le réseau de transport électrique pourrait être raccordé au réseau OMVS, OMVG et le WAPP;
Aménagement hydroélectrique de Kassa		4 ans	252 millions \$EU	Aménagement à but multiples de Kassa. Se trouve sur la rivière Koba situé à quelques kilomètres de la frontière entre la Guinée et la Sierra Léone et permettra la construction d'un barrage en terre pour une puissance installée de 135 MW. La production d'énergie électrique pourra être évacuée à travers la ligne 225 KV prévu dans le cadre du WAPP.

Aménagement hydroélectrique de Morisanako/Sankarani		5 ans	260 millions \$EU	Le Site de Morisanako se trouve sur le Sankarani, affluent rive droite du Niger en Guinée et permettra la construction d'un barrage en matériaux locaux, avec une cote de retenue de 32 m et une puissance installée de 100 MW. Il permettra également d'irriguer les plaines de la contrée et son énergie sera évacuée sur le réseau du WAPP.
Aménagement hydroélectrique de Diaoya		5 ans	332 millions \$EU	Aménagement hydroélectrique de Diaoya se fera sur le site de Diaoya avec la construction d'un barrage remblai en terre, pour une cote de retenue normale de 463,80 m et une puissance installée de 149 MW. La production d'énergie pourra être évacuée à travers le réseau de l'OMVS dont l'extension est prévue en Guinée.
Aménagement hydroélectrique de Boureya/Bafing		5 ans	373 millions \$EU	L'aménagement à buts multiples de Bouréya se trouve sur le fleuve Bafing, un des principaux affluents du fleuve Sénégal, en territoire Guinéen. Cet aménagement à buts multiples comporte un barrage haut de 64 mètres, une cote de retenue de 381 m, une capacité totale du réservoir de 4900hm <sup>3</sup> et une puissance installée de 161 MW. La production d'énergie pourra être évacuée à travers le réseau de l'OMVS dont l'extension est prévue vers la Guinée.
Aménagement hydroélectrique de Tiopo/Cogon	OMVS	4 ans	415 millions \$EU	Aménagement hydroélectrique de Tiopo se fera sur le site de Tiopo sur la rivière cogon en Basse Guinée avec un barrage homogène en latérite d'une cote de retenue normale de 150 m et une puissance installée de 120 MW.
Aménagement Hydroélectrique de Amaria		6 ans	932 millions \$ EU	Le Site de Amaria se trouve en Guinée Maritime en aval de la confluence entre le Konkouré et le Badi, le barrage péconisé sera en terre pour une cote de retenue normale de 93 m et une puissance installée de 665 MW. L'énergie produite pourrait servir à la fonderie d'aluminium et le réseau électrique sera relié à celui de l'OMVG et du WAPP.
Aménagement hydroélectrique de Balassa/Bafing	OMVS	2015	46 million US\$	Le Site de Balassa est situé à 1,5 km environ en aval du confluent Sain (Heriko) sur le Bafing. Son aménagement permetten la production d'Energie électrique d'une puissance installée de 181 MW avec la construction d'un barrage en terre, pour une cote de retenue normale de 635m et un débit d'équipement de 125m <sup>3</sup> /S. L'énergie produite sera évacuée à travers la ligne 225 KV prévue dans le cadre de l'OMVS.

## ANNEXE 1: CARTE DU CONTRÔLE DE L'EAU EN GUINEE



FAO - AQUASTAT, 2005

**GUINÉE**

**Déni de responsabilité**

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

## ANNEXE 2: STATISTIQUES NATIONALES

<b>Pays et population</b>								
Superficie du pays	2002	24586	1000 ha					
Superficie cultivée en % de la superficie totale du pays	2002	6.3	%					
Population totale	2006	9603	1000 habitants					
• dont rurale	2008	80	%					
Population active dans le secteur agricole	2004	3497	1000 habitants					
• en % de la population active	2004	82	%					
• féminine	2004	50	%					
• masculine	2004	50	%					
<b>Economie et développement</b>								
Produit intérieur brut (PIB)	2003	3600	millions US\$/an					
• valeur ajoutée du secteur agricole (% du PIB)	2003	24.8	%					
• PIB par habitant	2003	425	US\$/an					
<b>Accès aux sources améliorées d'eau potable</b>								
Population totale	2002	51	%					
Population urbaine	2002	78	%					
Population rurale	2002	38	%					
<b>L'eau: ressources et prélèvement</b>								
Précipitations moyennes	2007	1651	10 <sup>9</sup> m <sup>3</sup> /an					
Ressources en eau renouvelables réelles totales	2007	226	10 <sup>9</sup> m <sup>3</sup> /an					
Indice de dépendance	2007	0	%					
Ressources en eau renouvelables réelles totales par habitant	2004	26 218	m <sup>3</sup> /an					
Capacité totale des barrages	2000	1882	10 <sup>9</sup> m <sup>3</sup>					
Prélèvement total en eau	2000	1,517	10 <sup>9</sup> m <sup>3</sup> /an					
• en % des ressources en eau renouvelables réelles totales	2000	0,7	%					
<b>IRRIGATION ET DRAINAGE</b>								
<b>Potentiel d'irrigation</b>	2007	520	1000 ha					
<b>Contrôle de l'eau</b>								
Superficie totale équipée pour l'irrigation	2001	94,914	1000 ha					
• en % de la superficie cultivée	2001	6,2	%					
• augmentation par an	1994-2001	0,3	%					
• Superficie irriguée par pompage en % de la superficie équipée	2001	2,1	%					
• partie de la superficie équipée réellement irriguée	2000	100	%					
Marais et bas-fonds cultivés non équipés			1000 ha					
Superficie en cultures de décrue non équipée			1000 ha					
Superficie totale avec contrôle de l'eau	2001	94,914	1000 ha					
• en % de la superficie cultivée	2001	6,2	%					
• superficie drainée en % de la superficie cultivée			%					
<b>Périmètres en maîtrise totale/partielle</b>								
Périmètres d'irrigation de petite taille (<1000 ha)	2001	7,798	1000 ha					
Périmètres d'irrigation de taille moyenne			1000 ha					
Périmètres d'irrigation de grande taille (> 1000 ha)	2001	12,588	1000 ha					
<b>Cultures irriguées</b>								
Riz	2001	13,728	1000 ha					
Canne à sucre			1000 ha					
Légumes	2001	3	1000 ha					
Autres cultures annuelles	2001	0,7	1000 ha					
<b>INDICATEURS ÉNERGÉTIQUES</b>								
Production d'énergie	2005		Mtep					
Importations nettes	2005		Mtep					
Approvisionnement total d'énergie primaire (ATEP)	2005		Mtep					
- ATEP par habitant	2005		tep/capita					
- ATEP/PIB	2005		tep/mille 2000 US\$					
- ATEP/PIB (PPA)	2005		tep/mille 2000 US\$ PPA					
Consommation d'électricité (CE)	2005		TWh					
- CE par habitant	2005		kWh/capita					
<b>APPROVISIONNEMENT D'ÉNERGIE PRIMAIRE (2003)*</b>								
	<b>Charbon</b>	<b>Gaz</b>	<b>Pétrole brut</b>	<b>Produits pétroliers</b>	<b>Hydraulique</b>	<b>Autres Renouvelables et perte</b>	<b>Autres</b>	<b>TOTAL</b>
Production		0	0		0,415 TWh			
Importations			8 210 barils/jour					
Exportations								
Soutes maritimes internationales								
Stocks								
<b>Approvisionnement total d'énergie primaire</b>								

## RÉFÉRENCES

- AQUASTAT – Système d’information de la FAO sur l’eau et l’agriculture.  
<http://www.fao.org/nr/water/aquastat/main/index.stm>
- NEPAD, FAO. 2004. National Medium Term Investment Programme.  
<ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/007/ae415e/ae415e00.pdf>
- The commercial import/Trade and Food Security (TFS) database, FAOSTAT, 2004.  
<http://faostat.fao.org/site/342/default.aspx>
- SRP. Stratégie de Réduction de la Pauvreté en Guinée.  
<http://www.srp-guinee.org/pauvrete.htm>
- Analyse de la pauvreté en Guinée République de Guinée, Ministère de l’Economie , des Finances et du Plan, (Août 2007).
- Document de Stratégies de Réduction de la Pauvreté (DSRP2 2007 – 2010)
- [ftp://ftp.fao.org/agl/aglw/docs/Aquastat\\_Dams\\_Africa\\_070524.pdf](ftp://ftp.fao.org/agl/aglw/docs/Aquastat_Dams_Africa_070524.pdf)
- Dams and Agriculture in Africa, AQUASTAT Programme. May 2007
- République de Guinée, Ministère de la Coopération (janvier 2006). Rapport National de la Guinée sur la mise en œuvre du programme d’action de Bruxelles (PAB) pour les PMA 2001 – 2010.
- République de Guinée, NEPAD, FAO. Appui à la mise en œuvre du NEPAD – PDDAA, TCP/GUI/2906 (I), (NEPAD Ref. 05/26 F), Volume V de V, Profil de projets d’investissement bancable : Projet de pôle économique des pêches à Kamsar. 2006.
- TRAORE A. F., DIALLO M.L., BAMBA Z., MARA F. – Communication Nationale initiale de la Guinée à la Convention Cade des Nations Unie sur les Changements Climatiques. Document provisoire, juin 2002.